Bettis Hashim, Alice. – *The Fallen State. Dissonance, Dictatorship and Death in Somalia*

Lanham-New York-Oxford, University Press of America, 1997, 151 p.,
bibl., index.

Alain Gascon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/1543>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.1543

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2003

ISBN : 978-2-7132-1811-8

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Alain Gascon, « Bettis Hashim, Alice. – *The Fallen State. Dissonance, Dictatorship and Death in Somalia* », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 172 | 2003, mis en ligne le 02 mars 2007, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/1543> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.1543>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.

© Cahiers d'Études africaines

Bettis Hashim, Alice. – *The Fallen State. Dissonance, Dictatorship and Death in Somalia*

Lanham-New York-Oxford, University Press of America, 1997, 151 p.,
bibl., index.

Alain Gascon

- 1 Ce petit livre, tiré de la thèse (Ph.D.) soutenue par Alice Bettis Hashim, est original par son sujet, la Somalie, un État qui a disparu, dans l'indifférence générale, depuis la chute du dictateur Maxamed Siyaad Barre¹ en 1991. C'est sans doute l'une des énigmes les plus troublantes de l'Afrique sub-saharienne : pourquoi les Somaliens² – même langue, même islam sunnite de rite chaféite, même système de valeurs sociales lié à l'élevage – n'arrivent-ils pas à restaurer l'État le plus « homogène » du continent ?
- 2 Dès la préface, A. Bettis Hashim avance l'explication, maintes fois reprise, qu'il était impossible d'imposer aux États africains (re)naissants des institutions importées, calquées sur des modèles occidentaux, et, pour le cas somalien, issues de deux traditions politiques différentes. En effet, la Somalie a subi la tutelle coloniale de l'Angleterre et de l'Italie (et même marginalement de la France à Djibouti). Toutefois, la fin de la colonisation, en 1960, qui a marqué la fusion du Somaliland et de la Somàlia Italiana, n'a pas entraîné la formation d'une *Greater Somalia* (Grande Somalie)³ réunissant tous les Somali dans un seul et même État. En conséquence, plus d'un million de Somali demeurent actuellement citoyens kenyans, djiboutiens et surtout éthiopiens. En 1987, D. D. Laitin et S. S. Samantar⁴ écrivaient un livre intitulé *Somalia : Nation in Search of a State* et quinze ans après cette publication, cette quête est loin d'être terminée. Et même, la fin semble s'être encore éloignée car, depuis 1991, le Somaliland a fait sécession et proclamé son indépendance. Certes, ni aucun État, ni l'ONU ne l'ont reconnu mais il existe, et ses institutions et son économie fonctionnent. Le gouvernement provisoire de la Somalie, élu à l'issue de la laborieuse conférence nationale d'Arta convoquée par le président de Djibouti Ismaël Guelleh, s'est installé à Mogadiscio mais son autorité est contestée par les seigneurs de la guerre dès que l'on

quitte les faubourgs de la capitale. Les Somali, après avoir connu trente ans de Somalie indépendante, sont devenus, une nation sans État, en quelque sorte les Kurdes de la Corne de l'Afrique.

- 3 Le livre s'attaque à une question cruciale pour la compréhension de l'évolution politique de l'Afrique sub-saharienne. Il est divisé en deux parties : la première – quatre chapitres – est consacrée à la présentation de la société et de l'histoire de la Somalie, et la seconde – deux chapitres – au pouvoir de Maxamed Siyaad Barre. Elle est d'ailleurs intitulée « Transitions from Prophet to Tyrant ». Alice Bettis Hashim cite dans sa bibliographie la plupart des auteurs anglo-saxons ayant étudié la formation des États africains née de la décolonisation. Elle reprend également les analyses de J.-F. Bayard dans *La Politique du ventre*. Son ouvrage fait le bilan des travaux des somalisants qui publient en anglais tels I. M. Lewis, B. Andrzejewski, A. Castagno, D. D. Laitin, S. S. Samantar, L. V. Cassanelli... et mentionne évidemment E. Cerulli, l'un des pères fondateurs des études somaliennes, qui a travaillé en italien. Elle ne se réfère ni à T. Labhan ni à J. Janzen qui écrivent en allemand et en anglais, et ignore, ce qui est dommage pour son travail, les thèses de D. Compagnon⁵ et de M. Djama⁶. Ces deux auteurs ont publié, au cours de leur recherche, de nombreux articles, dont certains en anglais. A. Bettis Hashim aurait pu aussi évoquer le Forum de réconciliation tenu à Uppsala du 17 au 19 janvier 1994 et dont les actes ont été publiés, la même année, sous la direction de M. A. Mohamed Salih et de L. Wohlgemut⁷. Sans doute est-ce encore la triste habitude d'ignorer tout ce qui n'est pas publié en anglais alors que les études somaliennes supposent des compétences linguistiques.
- 4 Ce livre, en dépit des défauts mentionnés plus haut, est une introduction brève et commode à l'étude de la question somalienne. Il est dommage que la carte extraite d'un article de J. J. Castagno soit difficilement lisible : le lecteur aura intérêt à se référer à la carte Michelin (« Afrique du Nord-Est Arabie ») qui a le mérite d'utiliser la graphie officielle. La première partie commence par un court chapitre de discussion des *Paradigms and Models* qui fait le point sur la question. Les trois chapitres suivants sont une bonne présentation des travaux « classiques » sur l'organisation sociale, politique et économique de la Somalie d'avant la colonisation, de la période coloniale et de l'indépendance retrouvée. Le fonctionnement du *reer* (segment élémentaire de lignage) dans ses rapports avec les pactes de voisinages, *xeer*⁸, conclus lors des assemblées annuelles ou *shir*, réunissant des *reer* de clans différents est clairement expliqué. On y retrouve la *Pastoral Democracy* des travaux de I. M. Lewis dans un esprit fonctionnaliste avec lequel ce somalisant fameux a pris quelque distance⁹. Avec bonheur, A. Bettis Hashim montre l'étroite connexion entre les éleveurs nomades, les cultivateurs et les citadins des ports, suivant les analyses de L. V. Cassenelli. Les pages montrant la liaison perverse entre la démocratie parlementaire somalienne (1960-1969) et les systèmes claniques des sociétés acéphales sont de bonne venue. L'émiettement des partis politiques est encore renforcé par le recours au scrutin proportionnel : une réforme du mode de scrutin aurait-elle été suffisante pour enrayer le processus comme l'avance l'auteure ? On pense à ces « analystes » qui font porter au seul système électoral proportionnel l'échec de la Quatrième République en France. On trouve également des indications claires sur l'articulation entre les territoires des clans, les systèmes pastoraux et agraires et les dynamiques spatiales régionales divergentes entre le Nord et le Sud. Cette opposition n'est pas que l'héritage du partage colonial, elle remonte à une histoire plus ancienne de cités-États, de sultanats et d'émirats. Sans doute, les

Somali, sociétés acéphales par excellence, ont-ils connu des formes étatiques centralisées comme le montrent L. V. Cassanelli et M. Djama¹⁰.

- 5 La dernière partie est novatrice car elle présente une lecture de la dictature de Siyaad Barre, de ses métamorphoses, de ses avatars et ses dérives. On peut regretter que le travail de D. Compagnon ne soit pas pris en compte d'autant qu'il insiste aussi sur la kleptocratie, le népotisme et la patrimonialisation du règne finissant du général. A. Bettis Hashim révèle combien la captation de l'aide destinée aux réfugiés d'Ogaden a détruit les bases des systèmes productifs au point que les exportations, réduites aux seules carcasses expédiées du Nord vers l'Arabie Saoudite, ne pouvaient contrebalancer le flot des importations entre les mains des fidèles du chef de l'État. Le rétrécissement de la base clanique de la dictature, bien caractérisé par le système MOD¹¹ repris à I. M. Lewis, accompagne le renforcement de l'autoritarisme et de la personnalisation du pouvoir. La chronologie est claire et le lecteur voit se former et se défaire la coalition hétéroclite qui est venue à bout du dictateur. La consultation des tableaux montrant la collusion entre les clans, les partis et mouvements politiques est particulièrement éclairante.
- 6 On est moins convaincu par l'opposition entre la « bonne période » du général populaire-populiste-patriote et la « mauvaise période » du tyran-autocrate-mafieux. Certes, la guerre perdue en Ogaden, en 1978, contre l'Éthiopie aidée par l'URSS et Cuba a changé la situation de la Somalie accablée par l'afflux des réfugiés. Il est vrai que le régime de Siyaad qui luttait contre la corruption et le clanisme, abolissait les castes, lançait une campagne d'alphabétisation et d'aide contre la sécheresse, a séduit les intellectuels « progressistes ». Il socialisait les moyens de production, instaurait un État laïc et rejoignait le camp socialiste. B. Davidson, entre autres, s'est fait le chantre du général qui revendiquait le retour des frères somali d'Éthiopie, du Kenya et de Djibouti. Face à l'empire autocratique éthiopien, « prison des peuples » allié à l'impérialisme américain, la Somalie de Siyaad apparaissait comme l'État-nation progressiste et populaire dont l'Afrique avait besoin. On a passé rapidement sur les exécutions des dignitaires religieux musulmans, forcément réactionnaires, sur la *detrribalization*¹² brutale, sur le culte de la personnalité autour de *jaalle* (camarade) Siyaad et sur l'embrigadement de la jeunesse. La lecture des romans de Nurrudin Farah aurait dû ouvrir les yeux des somalisants et aussi son exil après qu'il eut appelé le chef de la Révolution « le général aux 99 noms » et proclamé qu'« il n'y a de général que le général ». De même, on a beaucoup écrit sur l'homogénéité du peuple somali qui en ferait, automatiquement, une nation puis un État-nation¹³. Ces catégories qu'en Europe, on a voulu équivalentes, au plus fort du mouvement des nationalités, sont-elles universelles ? Peuple, nation, État doivent-ils coïncider sur un même territoire ? La Grande Somalie, conçue par Bevin et offerte « généreusement » aux leaders du *Somali Youth Club*, était-elle une demande des Somalis ou n'était-elle pas plutôt une construction territoriale, un fait accompli, destiné à établir le protectorat britannique sur la Corne en y évinçant les Italiens et les Français ?
- 7 Ce petit livre pose beaucoup de questions et c'est là l'un de ses mérites. Il invite à étudier l'échec de la construction étatique somalienne en ne privilégiant pas une seule approche par une seule discipline. On ne peut faire l'économie du recours à l'ensemble des sciences sociales.

NOTES

1. Pour les patronymes et toponymes somaliens, je suivrai l'orthographe définie par la République de Somalie. Beaucoup d'auteurs, mêmes somalisants, et l'auteur de ce livre n'échappent pas à ce travers, utilisent les orthographes les plus diverses et les plus fantaisistes brouillant ainsi les pistes.
2. Somali : locuteurs de la langue somali ; somaliens : citoyens de la République de Somalie.
3. Rossi Gianluigi, *L'Africa italiana verso l'indipendenza (1941-1949)*, Roma, Università di Roma, Facoltà di scienze politiche, Istituto di Studi storici, Giuffrè Editore, 1980.
4. Boulder, CO, Westview Press ; London, Gower.
5. *Ressources politiques, régulation autoritaire et domination en Somalie : le régime de Siyaad Barre, 1969-1991*, thèse de doctorat, Université de Pau, 1995.
6. *L'espace du lieu. Les cadres du changement social en pays nord-somali. La plaine du Hawd (1884-1960)*, thèse de doctorat, EHESS, Marseille, 1995.
7. *Crisis Management and the Politics of Reconciliation in Somalia. Statements from Uppsala Forum, 17-19 January 1994*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 1994.
8. Orthographié faussement « heer » alors que d'autres termes somali suivent la graphie officielle.
9. Ahmed Y. Farah & Ioan M. Lewis, « Making Peace in Somaliland », *La Corne dans tous ses États*, M. Djama & A. Gascon (dir.), *Cahiers d'Études Africaines*, XXXVII (2), 146 : 349-378.
10. « Trajectoire du pouvoir en pays somali », *ibid.* : 403-428.
11. Mareehan, Ogaadeen et Dulbahante, du nom des trois clans du clan-famille Daarood dont Siyaad se réclamait : Ioan M. Lewis, *A Modern History of Somalia. Nation and State in the Horn of Africa*, Harlow, Longman, 1982.
12. En réalité la « déclanification » de la société somali.
13. Au Forum d'Uppsala (janvier 1994), les envoyés du Somaliland doutent et d'autres regardent vers l'autonomie acquise par les Somali d'Éthiopie dans leur région-État fédérale.